

Sortir du nucléaire

Mars - Avril 2015 N°102



Journal d'information

L'EDITORIAL

Pour qui travaille l'IFSN ?

Est-il normal que l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN), autorité fédérale de surveillance indépendante de la Confédération pour la sécurité des installations nucléaires en Suisse, puisse fermer les yeux sur les fissures de la centrale de Mühleberg, renoncer à prendre des mesures urgentes pour la protection de l'enveloppe du cœur de la centrale ? Est-il normal que Beznau I, le plus vieux réacteur du monde encore en fonction et qui vient de fêter ses 45 ans, soit autorisé à fonctionner encore durant 15 ans, voire davantage ?

Marc Oran

Député (POP) au Grand Conseil vaudois, membre du comité de « Sortir du nucléaire » et vice-président de l'Appel de Genève II

M. Hans Wanner, directeur de l'IFSN, a-t-il entendu parler de Tchernobyl et de Fukushima ou alors, enfermé dans ses bureaux de Brugg (AG), est-il si confiant qu'il ne réalise pas les risques qu'il fait prendre à la Suisse, à l'Europe ?

Les personnes qui constituent des piquets silencieux et pacifiques devant les locaux de l'IFSN depuis la catastrophe de Fukushima du lundi au jeudi de 17h à 18h, soit depuis quelque 770 jours sont-elles de dangereux terroristes ? M. Wanner a-t-il le droit de faire appel aux forces de l'ordre pour les faire évacuer et de faire payer des amendes pouvant aller jusqu'à CHF 2'000.- aux vigies se trouvant sur le trottoir, soit sur le domaine public ? Je crois rêver ! Cela me rappelle un vieux règlement de police de la Ville de Lausanne (qui a heureusement été annulé depuis) interdisant aux automobilistes à la recherche de places de parc à la place Centrale de faire « des allées et venues inutiles » passibles d'amendes. Dans les années 70, c'était le lieu de travail des péripatéticiennes lausannoises !



Exceptionnellement vulnérable, la Suisse ?



Quelle vulnérabilité de la Suisse en cas d'accident nucléaire majeur sur son territoire ? Une comparaison internationale.

La question de la vulnérabilité de la Suisse et des Suisses en cas d'accident nucléaire majeur a été peu étudiée en comparaison internationale. Dans la perspective du débat au Parlement sur la transition énergétique et sur la votation sur l'initiative populaire *Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire*, l'association *Sortir du nucléaire* a commandé au signataire de cet article un rapport sur la question. Il s'agit de comparer la vulnérabilité de trente pays à un accident nucléaire majeur sur leur territoire et d'estimer le montant des dégâts en Suisse sur les plans sociaux et économiques. Plus précisément, quels seraient l'impact et la vulnérabilité de la Suisse en comparaison internationale en cas d'accident majeur (aspect stratégique) et combien un accident de ce type coûterait-il aux Suisses ?

La création d'une zone d'exclusion de trente kilomètres autour d'une centrale ayant subi un accident majeur, comme à Fukushima, n'aura pas le même effet si elle a lieu dans une zone peu peuplée appartenant à un grand pays ou si cette zone touche le poumon économique d'un petit pays. Dans le second cas, la situation est infiniment plus difficile pour l'ensemble de la population. La valeur morale de la population touchée est la même dans un grand ou un petit pays et leurs populations ont un droit identique à être protégées. **Mais le risque stratégique pour la cohésion du pays diffère suivant l'ampleur des intérêts impactés.**

Pour mener à bien cette étude, il faut standardiser les critères de comparaison. C'est ce qui a été fait et a permis de constater, dans l'hypothèse d'un accident nucléaire majeur et d'une zone d'exclusion de 30 kilomètres autour d'une centrale, que la perte de territoire placerait la Suisse au quatrième rang des pays détenant des centrales nucléaires en activité. Seules la Slovaquie, l'Arménie et la Belgique seraient dans

une situation plus critique sous cet angle là.

Pour aller plus loin, il faut regarder centrale par centrale et identifier l'importance des intérêts socio-économiques qui se trouvent proches d'elles. Vu les données à disposition, la façon la plus rapide et efficace consiste à s'intéresser aux agglomérations urbaines en les classant, dans chaque pays, en regard de la taille de la population de la ville la plus importante du pays. Il est envisageable de donner un rang aux intérêts socio-économiques proches des centrales en fonction des caractéristiques du pays qui les abrite.

Parmi les pays les plus petits ayant des centrales nucléaires, la Suisse maintient en activité des centrales nucléaires particulièrement proches de plusieurs agglomérations d'importance capitale. Vu cette localisation et la taille du pays, un accident majeur dans l'une des trois centrales les plus exposées de ce point de vue là, aurait un impact sur la Suisse plus important que partout ailleurs (excepté en Arménie). Sous cet angle, **la Suisse paraît beaucoup plus vulnérable en cas d'accident nucléaire majeur** que la Slovaquie, la Belgique, la Slovaquie, les Pays-Bas, la Belgique, la Corée du Sud, la République Tchèque, la Hongrie, la Finlande, le Royaume Uni, le Japon, l'Allemagne, la France... Et cela, avant même de s'intéresser au régime des vents capables de disperser les éléments radioactifs sur le territoire.

Il convient encore de terminer la série et les résultats ne sont pas définitifs, mais il y a déjà des raisons de s'interroger sur une certaine candeur de la Suisse et des Suisses. Un accident nucléaire majeur pourrait créer une perte de valeur considérable à chacun d'eux, en engendrant des coûts tels que le pays serait condamné à devenir un des pays les plus pauvres d'Europe. Il se pourrait que la Suisse soit le seul pays à avoir autant à perdre et, avec elle, ses habitants. Un résultat en attente de confirmation toutefois.

Frédéric-Paul Piguet, Responsable enseignement et projets Institut Biosphère (GE)

Le Conseil national (CN), a redéfini la stratégie énergétique 2050 transmise par le Conseil fédéral. Que fera maintenant le Conseil des Etats ? Une seule chose est sûre : aucune décision définitive ne sera prise avant les élections du Parlement en septembre.

De nombreux élus du centre droit qui peu après Fukushima s'étaient engagés à « Sortir du nucléaire » ont renié une partie de leurs promesses préélectorales et veulent cacher qu'ils ont tourné leur veste. Pourtant tout n'est pas négatif. En décembre

Le Conseil national a voté...

dernier le CN a pris de nombreuses décisions claires, qui profiteront aussi bien à l'environnement qu'à l'économie :

- Accroître les moyens pour réaliser les 36'000 installations solaires, hydrauliques, éoliennes et de biomasse actuellement sur liste d'attente
- Simplifier les procédures d'autorisation pour les construire
- Encourager les électriciens, par un système de bonus-malus, à chasser les gaspillages
- Investir 450 millions par an pour améliorer l'isolation des bâtiments

- Autoriser uniquement la vente des appareils les plus économes

- Remplacer progressivement les chauffages électriques qui consomment en hiver l'équivalent de la production de Mühleberg, Beznau I et II

- Interdire la construction de nouvelles centrales nucléaires.

Principaux points négatifs, mais de taille, une majorité conservatrice du CN, aveuglée par les bénéfices immédiats, a refusé d'arrêter les centrales nucléaires après 45 ou 50 ans d'exploitation, alors qu'elles

étaient conçues pour 30-40 ans et a refusé d'exiger une sécurité croissante en fin de vie. Les chocs thermiques et les radiations continueront à les fragiliser de l'intérieur d'année en année. Une courte majorité a même ouvert la porte à des indemnités en cas de mise hors service ! On peut craindre que le Conseil des Etats, loin de corriger ces défauts qui mettent gravement en danger la sécurité et l'économie de notre pays, pérore ces projets de lois. Dans ce cas il appartiendra au peuple de voter OUI, le moment venu, à l'initiative « Sortir du nucléaire ».

Christian van Singer, Physicien, Conseiller national, Verts VD

Appel de fonds inclus. Merci de faire bon usage du BV annexé selon vos moyens !

Fukushima: Quelles leçons ?

Deux importants rapports ont mis en lumière les manquements qui ont été à l'origine de l'accident nucléaire et de son ampleur - celui commandé par le Gouvernement Japonais¹, et celui de Greenpeace². Les principales causes soulignées ? Une réglementation manquant de courage face à l'industrie nucléaire et l'attitude de TEPCO tendant à négliger les risques.

Avant le 11 mars 2011

L'industrie nucléaire a déployé un lobbying politique intense et efficace pour prévenir une réglementation qui gênerait trop les opérateurs des centrales nucléaires. L'Agence japonaise de sûreté nucléaire NISA n'a ainsi pas pu s'appuyer sur des normes suffisamment sévères. Elle n'a pas non plus pris en compte l'évolution des connaissances scientifiques. Par exemple, dès 1997, des analyses scientifiques effectuées par des sismologues Japonais ont réévalué à la hausse l'ampleur du risque de tsunami sur le site de Fukushima. Ces analyses n'ont rien changé sur place, 14 ans plus tard une vague dépassait de 5 mètres de haut le mur anti-tsunami de TEPCO. Les responsabilités de TEPCO sont aussi importantes que celle de la NISA : entre autres, en août 2002 il est avéré que TEPCO avait falsifié des rapports d'inspection dans le but de cacher des fissures dans les systèmes de réacteur dans 13 de ses 17 réacteurs nucléaires, dont les réacteurs de Fukushima Daiichi. L'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) a donné la priorité à la promotion de l'industrie nucléaire mettant en danger la sûreté. Les rapports de l'AIEA sur l'accident de Fukushima étaient pleins d'admiration pour la façon dont l'administration Japonaise avait géré l'accident !

Après le 11 mars 2011

Les instructions d'évacuation transmises à la population changeaient en continuité créant la confusion parmi les habitants. Plus de 105'00 habitants ont été évacués, irradiés par des importantes doses d'isotopes radioactifs.



Namie, préfecture de Fukushima, 2014. La ville a été entièrement évacuée. En tout 150'000 personnes logent dans des habitats « provisoires » à l'écart des territoires les plus contaminés. © Robert Knoth / Greenpeace

Les plans d'urgence n'étaient pas opérationnels - la rigidité d'un plan basé sur des cercles d'évacuation autour des centrales ignore l'imprévisibilité du régime des vents. Des zones très contaminées ont dû être évacuées jusqu'à plus de 50 km de la centrale nucléaire et cela s'est avéré insuffisant. Les logiciels de prédiction et de modélisation des retombées radioactives n'ont pas été utilisés correctement. Certains habitants ont été évacués vers des zones encore plus exposées aux retombées que leur lieu d'origine. Les procédures d'évacuation des personnes vulnérables ont échoué. Le confinement de la population est irréaliste dans le cas de rejets radioactifs qui durent plus de 10 jours. Les autorités japonaises n'ont pas géré correctement la distribution des comprimés d'iode, la population ne savait plus si et quand elle devait les ingérer ce qui, ajouté à la rupture

TEPCO avaient mis en place des mesures adéquates. En Suisse, l'Inspection Fédérale de la Sécurité Nucléaire ainsi que les exploitants de centrales nucléaires ont été maintes fois l'objet de critiques pour leur laxisme face à leur devoir d'assurer le plus haut niveau possible de sûreté. Au Japon comme en Suisse ce n'est pas le niveau de maîtrise technique qui définit l'état de sécurité d'un pays mais son habilité à écouter les critiques et à se remettre en question. Les conclusions des rapports résumés ici s'appliquent parfaitement, hélas, à la situation en Suisse.

Fulcieri Maltini, EELV, Sortir du Nucléaire

(1) www.tinyurl.com/ceianf-2012

(2) www.tinyurl.com/fuku-gp2012

Nucléaire britannique sous perfusion

L'énergie nucléaire est commercialement en faillite, mais Londres veut sauver cette industrie mortifère et moribonde. Avec le boîteux projet de 2 réacteurs à « Hinkley Point C ».

L'industrie nucléaire, exigeant des subventions avoue que l'électricité d'origine nucléaire est hors de prix. Ce n'est qu'avec des subventions du gouvernement britannique en milliards d'Euros que ce projet d'EDF dans le Somerset pourrait être réalisé.

Le nucléaire sous perfusion

Sans nouvelle centrale construite depuis 20 ans, l'Angleterre avançait vers la sortie du nucléaire. Jusqu'à ce qu'EDF prenne la responsabilité pour 2 nouveaux réacteurs EPR à Hinkley Point, dont le coût budgété explose déjà à plus de 43 milliard d'Euros. La seule façon de rendre les kWh nucléaires abordables pour les abonnés anglais, c'est la subvention. Le gouvernement anglais offre à EDF un prix de vente garanti de 10.6 cents d'Euros par kWh pendant 35 ans, avec prise en compte de l'inflation pendant toute la durée ; un cadeau de milliards d'Euros à EDF pour du courant électrique sale et hors de prix : sur le marché européen le kWh se vend aujourd'hui à 5 cents d'Euros.

Menaces et chantage

La commission de la concurrence de l'UE a condamné cet arrangement en mars

2014 avant d'approuver les subventions en octobre 2014. Le gouvernement anglais menaçait l'UE d'un boycott du paquet climatique. L'organisation environnementale « Global 2000 » a pu voir le document d'approbation de la subvention qui nous apprend que les banques ne financeront pas Hinkley Point. Rien de neuf mais rappelons le : nulle part les fonds privés financent le nucléaire, par contre ils affluent vers les renouvelables ! – L'Autriche avec d'autres pays de l'UE ainsi que Global 2000 introduiront une plainte auprès du tribunal européen de l'UE contre cette décision scandaleuse.

L'armée en embuscade

Pourquoi l'Angleterre s'obstine-t-elle ? Selon Allan Jeffrey de Stop Hinkley : « Notre gouvernement continue à soutenir l'énergie nucléaire pour maintenir la formation de spécialistes nucléaires auprès des universités, le programme nucléaire civil est vital pour maintenir et développer les armes nucléaires ! » La déraison militaire explique la déraison économique.

Adaptation par KF d'un article de Marianne Böller, Schweizer Energie Stiftung 4/2014

La fable du nucléaire et de la bougie

On entend souvent que nous ne pouvons pas nous passer des centrales nucléaires pour produire de l'électricité, et que sans le nucléaire nous retournerons à l'ère des bougies...

Mais oh surprise: souvenez-vous en décembre Electrabel (Electricité de Belgique) annonçait à ses clients un risque de pénurie d'électricité avec comme conséquence des délestages (euphémisme pour coupures du courant) pour une partie de la population. Comment est-ce possible dans un pays dont les 7 réacteurs nucléaires produisent 51 % de la consommation d'électricité ? Le nucléaire serait-il retombé lui-même dans l'ère de la bougie ?

Les autorités expliquent la situation ainsi : « Quelques mois avant l'hiver, la Belgique a perdu de manière imprévisible et soudaine près d'un tiers de ses capacités de production: les réacteurs nucléaires de Doel 3 et Tihange 2 ont été mis à l'arrêt car les cuves présentent des microfissures devant être contrôlées ; le réacteur Doel 4 a dû être lui aussi stoppé, suite à un incident technique. »¹

Préparez vos bougies !

Mais les mêmes autorités révèlent aussi un aspect positif : « La situation actuelle représente une opportunité unique pour changer nos attitudes par rapport à l'énergie. Réduire notre consommation d'éner-

gie devrait devenir un réflexe naturel au quotidien ». C'est certainement une excellente idée – mais il fallait y travailler avant la menace de pénurie.

Les autorités se montrent finalement prévoyantes en publiant une « Check-list pour bien se préparer à une coupure d'électricité ». Parmi les mesures préconisées dans ce document bien fourni les abonnés pouvaient lire: « Préparez vos bougies ! ». ²

Mais oui, vous avez bien lu: à cause de la part importante d'électricité nucléaire il faut préparer un stock de bougies !

Le temps est venu de rappeler aux nostalgiques du nucléaire dans votre entourage: Le risque d'avoir besoin de bougies pour nous éclairer est bien plus improbable avec un système fondé sur des énergies renouvelables complémentaires, décentralisées et diverses, qui bénéficie de la stabilité garantie justement par la dissémination sur le territoire de moyens de production plus nombreux et d'une puissance individuelle moindre.

Heinz Gasser

(1) www.tinyurl.com/delestage-be

(2) www.tinyurl.com/conseils-be

Gandhi célébré et bafoué

Saviez vous que le parlement Indien a voté en 2008 une loi unique au monde qui rend les fournisseurs de centrales nucléaires étrangères financièrement responsables en cas d'accident ?

Cette loi a gelé les ardeurs des industries nucléaires françaises, russes et étasuniennes qui étaient jusqu'alors tout près de commencer des chantiers de centrales en Inde. Parmi ceux ci le projet mégalomane de Jaitapur entre Mumbai et Goa (9900 MW!). C'est une alliance involontaire d'élus choqués que Dow Chemical (USA) n'ait pratiquement pas versé d'indemnisation après la catastrophe de Bhopal (1984, 22'000 morts) et de pronucléaires voulant protéger la filière indienne de centrales nucléaires qui a abouti à cette loi exemplaire et unique. La visite d'Obama à Delhi fin janvier devait servir entre autres à obtenir que le gouvernement Modi se débarrasse de cette loi « injuste » selon les négociateurs étasuniens. Obama est venu à Delhi avec des contrats prêts à signer pour le transfert de savoir faire de l'industrie militaire US avec l'Inde, fruit de négociations du groupe de contact Inde-USA.

Modi a trouvé en M. Obama un allié complaisant pour « débloquer la croissance économique » (déjà à 6% en Inde). Depuis qu'il est arrivé au pouvoir, ce gouvernement a bloqué les fonds des ONG nord-américaines *350.org*, Sierra Club et Greenpeace India, il a gouverné par décrets pour que les projets industriels soient exemptés des lois de protection des cours d'eau et autres restrictions, rendant la croissance encore plus aveugle. Comble de l'ironie frisant le mépris involontaire, M Obama s'est rendu au mémorial de Gandhi à Rajghat, Delhi, sous un brouillard de micro-particules de diésel et de fumées de cheminées de centrales



MM Obama, Mukherjee (Président de l'Inde) et Modi (Premier ministre) à Rashtrapati Bhawan, New Delhi, 25.01. 2015

à charbon (Delhi est une des villes au niveau de pollution de l'air le plus élevé au monde). Il a écrit dans le livre d'or « L'esprit de Gandhi est bien vivant en Inde aujourd'hui, il demeure une offrande au monde. Faisons que nous vivions toujours en suivant son enseignement d'amour et de paix. » Vendre des armes et exercer des pressions pour que l'Inde achète des centrales nucléaires, fermer les yeux sur la gouvernance de l'Inde par décret au dessus du parlement en faisant que les affaires priment sur tout, est-ce rendre

hommage à la mémoire de Gandhi ? Modi a annoncé qu'une garantie financière de compagnies d'assurances et du budget de l'Etat rendraient les projets nucléaires compatibles avec la loi d'indemnisation de 2008. On est loin de la pensée de Gandhi qui écrivait « Nous n'avons pas besoin d'une extinction des capitalistes mais d'une transformation des rapports existant entre eux et la population en quelque chose de sain et pur ».

PDR à Delhi

PIONNIERS *Pradeep Indulkar*

Le parcours de Pradeep Indulkar, né en 1963 à Thane (Etat du Maharashtra), est singulier. La première partie de sa vie est marquée par son engagement pour le programme nucléaire indien, la deuxième par son rejet encore plus actif. Il a réalisé un film sur la centrale de Tarapur, a rédigé de nombreux articles et fait des tournées de conférences sur le nucléaire dans plusieurs pays. Il donnera la conférence annuelle de l'association Sortir du nucléaire le 16 avril prochain à Lausanne (voir P.4). Nous l'avons rencontré à Pune (Inde) pour cet entretien :

Qu'est-ce qui a fait de vous un antinucléaire si actif ?

A l'école nous avions un livre sur le Dr Homi Bhabha, le père du programme nucléaire indien. J'ai été profondément impressionné par son travail, je voulais faire la même chose que lui. Après mes études d'ingénieur j'ai réalisé mon ambition et j'ai travaillé à l'institut de recherche qui a pris son nom. J'y ai travaillé 11 ans. Au fil des ans mes collègues aînés sont tombés malades et j'ai moi même eu des problèmes de respiration et de digestion. En 1994 j'ai démissionné. J'étais loin de ce qui m'avait animé en tant qu'écologiste et étudiant. Une nouvelle m'a aussi réveillé. Le gouvernement prévoyait au début des années 2000 de construire la plus grande centrale nucléaire du monde, de 9'900 MW (30 fois Mühleberg Ndr.) en bord de mer entre Bombay et Goa. Je me suis dit que c'était le moment de partager ce que je savais sur le nucléaire avec les riverains du projet. Le mouvement antinucléaire en Inde a vraiment commencé autour de 2005.

Comment votre entourage a-t-il réagi ?

Au début par l'incompréhension. Comment avais-je pu démissionner d'un emploi gouvernemental si prestigieux ? Puis quand ils ont vu que je travaillais avec des personnalités ça a changé. Au début des années 2000, travailler pour l'environnement commençait à signifier quelque chose. Mon travail a été pris au sérieux.

Comment voyez vous l'avenir du nucléaire en Inde ?

Pendant encore 5 ans les autorités vont tout faire pour démarrer des chantiers de centrales. Mais ils vont se rendre compte de leur erreur. Par dessus tout, le projet insensé de la plus grande centrale nucléaire au monde, de 9'900MW d'Areva à Jaitapur doit être abandonné. Soutenez-nous, venez vous informer à Lausanne le 16 avril ! (Voir P.4 Ndr)

Avez vous été inquiétés par la police ?

Oui. La police interroge mes proches, ma famille et exerce une pression émotionnelle. Mais je ne suis pas le seul. Un professeur Japonais en visite à Jaitapur a ensuite écrit un



Pradeep Indulkar, Pune, 29.01.2015

livre. Il n'a pas pu obtenir de visa pour revenir. Il dit qu'au Japon les autorités exercent aussi des pressions sur ceux qui contestent la version officielle. Il est arrivé la même chose à un Professeur américain de Columbia University qui a publié un rapport sur le risque sismique à Jaitapur.

Que diriez vous à un antinucléaire nouvellement arrivé ?

J'ai écrit un livre en Maharathi pour les jeunes d'ici. Ils auront à s'occuper des déchets radioactifs plus tard. J'ai écrit ce livre surtout pour les jeunes femmes, le cancer du sein et les atteintes à leur système reproductif est une vraie menace pour elles. C'est le plus grand problème du nucléaire même en l'absence d'accident. Il y a aussi le risque du terrorisme et les logiciels de gestion qui sont vulnérables. J'ai aussi fait un film pour les jeunes dans leur langue natale, ils sont à l'ère de la communication visuelle.

Propos recueillis par PDR

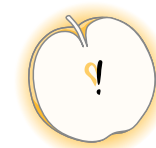
Conferences antinucléaires 2014

La tournée de conférences organisée par Greenpeace dans 5 villes romandes en novembre passé a été un succès. Le pari était de choisir des villes de taille moyenne, Bulle, Payerne, Delémont en plus de Neuchâtel et La Chaux de Fonds. Les médias régionaux ont bien couvert l'événement, chaque soir une trentaine de personnes venaient écouter les orateurs. La population était déjà rendue attentive au thème du nucléaire avec la médiatisation des délibérations du Conseil national, la distribution des pilules d'iodes et le survol toujours inexplicable de centrales nucléaires françaises par des drones. Yannick Rousselet de Greenpeace France s'est révélé être un excellent orateur et une mine d'informations, il a captivé l'attention du public et la nôtre, ses accompagnants Suisses. Merci à Greenpeace pour toute l'organisation et de nous avoir invité à donner la seconde partie des conférences sur le volet Suisse !



Yannick Rousselet, Philippe de Rougemont et Mathias Schlegel, La Chaux de Fonds, 28.11.2014

Soutien à la Biélorussie



L'action annuelle de ventes de pommes pour financer les activités de Belrad en Biélorussie a rapporté 1800 francs cette année.

C'est le produit de ventes de centaines de pommes à l'unité, pendant les ouvertures nocturnes d'avant Noël dans les rues marchandes de Morges et de Genève, dans un local de mur de grimpe à Chavornay aussi. L'association BELRAD vient en aide aux populations vivant en zones contaminées, délaissés par le gouvernement autoritaire du Belarus. Belrad mesure la contamination radioactive des enfants et explique aux mères de famille comment éliminer une grande partie des radionucléides radio-toxiques présents dans les aliments. Des cures intermittentes de pectine de pomme chez les enfants contaminés réduisent la charge corporelle en radiocésium, cause d'un effondrement de leur système immunitaire.

Dons: Association Soigner les Enfants de Tchernobyl
1237 Avully / CCP 12-482846-9 / map@bluewin.ch

*Ils nous volent. Mais leurs enfants devront payer pour tout ça.
Ils n'échapperont pas à notre malédiction.*

Un film de Pradeep Indulkar

High Power

Un film documentaire Marathi
doublé en anglais, avec sous-titres en français.

Haute Tension

Photographie	Akshay Bagul Santosh Chaudhari
Narration	Tom Alter, Shivani Tibrewal
Paroles de chanson, Musique, Chant	Amey Gawand
Son	Darshit Modi
Traduction en français	Rita Kalbag
Scénario, Réalisation, Montage	Pradeep Indulkar

Yellow Oscar Short Documentary 2013

www.highpowerdoc.webs.com

Tournée Film & Conférences

Projection du documentaire «Haute tension» sur le nucléaire en Inde en présence du réalisateur Pradeep Indulkar. Dates et localités en préparation. Renseignements et idées pour des lieux: pdr@sortirdunucleaire.ch, www.facebook.com/sortirdunucleaire, 076 517 00 20. Entrée gratuite - Chapeau à la sortie.

A nos donateurs

Déclaration d'impôts 2014 : Déduisez vos dons à Sortir du nucléaire ! Nous vous enverrons d'office une attestation à partir de 50.- de dons/an. Vous avez versé moins de 50.- en 2014 et voulez une attestation ? Merci de nous le faire savoir. Pour diminuer nos frais, merci de nous transmettre votre adresse e-mail à : anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch. Nous vous remercions chaleureusement pour votre participation aux frais de nos campagnes ! Les ruisseaux nombreux font les rivières généreuses.

Grâce à vos nombreux dons et grâce à notre gestion économe de l'association, nous approvisionnons un fonds pour les campagnes de votations, mais pas seulement, aussi pour des campagnes politiques ciblées dont vous lirez le contenu dans ce journal.

Impressum

Editeur: Association Sortir du nucléaire
Mise en page: Jonas Scheu, AMRIT MEDIAS
Fichier: Anouk Zosso, Imprimerie: ROPRESS,
Mise sous pli: TRAJETS, Ont collaboré à ce numéro: Kurt Fischer; Heinz Gasser; Pradeep Indulkar; Fulcieri Maltini; Marc Oran; Frédéric-Paul Piguet; Philippe de Rougemont (Coordination); Christian van Singer; Anouk Zosso.
Tirage: 3'500 ex., Imprimé avec du courant 100% renouvelable, Papier 100% recyclé CyclusOffset.

Association Sortir du nucléaire

Case postale 9, 1211 Genève 7
www.sortirdunucleaire.ch
info@sortirdunucleaire.ch, 076 517 00 20
CCP 10-19179-8

Invitation à l'Assemblée générale

Vous êtes cordialement invités à l'assemblée générale et à la conférence annuelle de l'association. Après la projection du reportage court «Haute tension», le réalisateur Pradeep Indulkar de Thane en Inde (voir P.3) donnera la conférence annuelle sur la campagne de résistance au nucléaire en Inde et répondra à vos questions.

Rendez vous jeudi 16 avril à l'Hôtel Alpha-Palmiers à Lausanne, 34 rue du Petit-Chêne (plan ci-contre)

Programme

19h00 Assemblée générale statutaire.
Ordre du jour : Rapport d'activités 2014 / Comptes 2014 / Budget 2015 / Elections statutaires / Divers / Pause
20h30 reportage et conférence de M. Indulkar (P.3)
21h00 Discussion avec la salle
21h30 Verrée de l'amitié

Inscription SVP d'ici au mardi 14 avril :
anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch
ou 076 517 00 20 (sms & répondeur)

A G E N D A

Vigie devant l'IFSN à Brugg (AG)

Commémoration Fukushima + 5 ans
Cor des Alpes et discours
Mer. 11 mars 16h-18h 076 517 00 20

Auto-construction de panneaux solaires thermiques

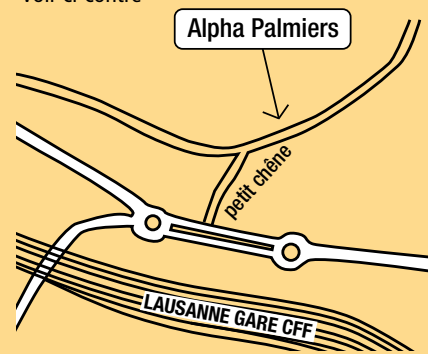
Cours : Sa. 21 mars et Sa. 25 avril, Lausanne
www.sebasol.ch/cours.asp

10ème Festival du Film Vert

Du 1er au 31 mars dans 28 villes
www.festivaldufilmvert.ch

Assemblée générale de Sortir du nucléaire

Jeu. 16 avril, 19h hôtel Alpha Palmiers
Voir ci-contre



Comptez sur moi !

Coupon à renvoyer à :
Sortir du nucléaire
CP 9 1211 Genève 7
ou: www.tinyurl.com/sdn-contact

Contactez-moi, je désire :

- ☐ Adhérer à Sortir du nucléaire (5.- à 500.-/ an) et recevoir le journal trimestriel
☐ Participer à l'assemblée générale du jeudi 16 avril (voir ci-contre)
☐ Recevoir 1 fois par mois l'e-mail d'infos de Sortir du nucléaire (gratuit)
☐ ... drapeau (10fr) ... autocollant (1fr) « Nucléaire ? Non merci ! »

Prénom & Nom : _____

Adresse : _____

Code postal et localité : _____

E-mail : _____